



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

05/03/2026

Résumé des questions économiques et sociales: ***semaine n° 269 du 05 mars 2026***

ÉDITO

La réindustrialisation est un enjeu primordial si l'on veut mener une politique anticapitaliste. C'est la lutte fondamentale sur laquelle d'autres luttes pourront se greffer.

La mondialisation du capital et des entreprises a dépossédé la France (et bien d'autres pays) de la capacité de production des biens et des richesses nécessaires pour répondre aux besoins essentiels de sa population.

La France est dépendante de la production mondialisée, les grands groupes capitalistes et leurs instances s'appuient sur cette dépendance et sur le déséquilibre des forces qu'elle engendre afin d'imposer des politiques en faveur de leur intérêts financiers, des intérêts ne coïncidant jamais avec les intérêts des travailleurs et de la population dans sa majorité.

Si pendant des années, l'idéologie dominante et les médias ont vanté les mérites de la désindustrialisation et de la transition d'une économie de production vers une économie de savoir et de service, le Covid avec tous les problèmes de pénurie qui en ont suivi ont pu ouvrir les yeux d'une partie de la population : l'organisation actuelle de l'économie et de la production ne permet pas à la France de faire face à une crise majeure. C'est une brèche dans laquelle un discours sur la réindustrialisation peut s'engouffrer.

Si on veut avoir les moyens de construire dans la lutte de classe une société nouvelle débarrassée de l'exploitation de l'Homme par l'Homme, pas d'autre choix, mais lutter pour un grand plan de réindustrialisation s'appuyant sur la conquête par la classe travailleuse du pouvoir politique et sa ***réappropriation et socialisation des moyens de production de tous les grands secteurs de l'économie*** accaparés par le capitalisme sans vergogne à son unique profit.

Dernière minute¹ : Le 10 mars à 12h15 dans le patio de la CGT à Montreuil, la FNIC-CGT fête la victoire au Conseil Constitutionnel dans la bataille contre la répression autour du Camarade Timothée !

Sommaire :

Luttes

Luttes pour les salaires

*grève illimitée chez Concentrix à Montceau-les-mines

*UGC des Halles en grève pour les salaires et leurs conditions de travail

*Plusieurs débrayages chez Verescence (Abbeville) en pleine négociation salariales

*Verreries de l'Orne

*Après neuf jours de grève, le mouvement social prend fin à la Scapest, la centrale d'achat près de Châlons-en-

*Champagne

*ST Micro

*Renault mobilisation pour les salaires

*Airbus : Des profits stratosphériques, des salaires en rase-motte !

*100 euros pour tous, les Cenexi relèvent la tête

" C'est un ras-le-bol " : une grève met à l'arrêt une entreprise de transport des Côtes-d'Armor

*Cent jours de grève et une victoire pour les éducateurs de rue de Loire Atlantique

*Grève chez Barbier en Haute Loire

Emploi

*Fralsen (Besançon) : les offres de reprise prévoient des suppressions de postes

*Manque de financements : les Jardins de cocagne ferment dans la Drôme, 20 personnes au chômage

*Manifestation de soutien aux salariés de l'usine Depland à Saint-Junien (Haute-Vienne)

*Ziegler France : 1370 emplois en jeu dans toute la France

*Fibre excellence deux semaines d'arrêt et après ?

*Imprimerie saint-amandoise CPI Bussière, mobilisation en soutien aux employés visés par un plan de licenciement

*les papeteries de Condat cédées au groupe SPB, 90 % des salariés perdent leur emploi

Conditions de travail

*Bus Tango en grève à Nîmes

*Grève de coiffeuses à Paris

*La CGT réclame le maintien du site Orange de Saint-Mauront à Marseille

Économie

*Automobile : de l'électricité dans l'air

*Les tribulations du capital automobile : exemple de in-souveraineté industrielle ?

*Intelligence artificielle et emploi

International et solidarité internationaliste

*A propos de la visite Modi en Israël : le point de vue du PCI (M)

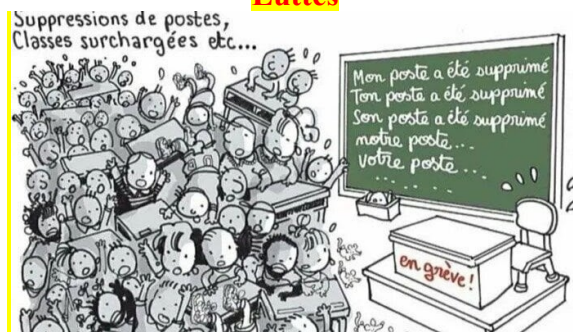
*La jeunesse Communiste de Grèce (KNE) avec Cuba

*Questions des élus du Parti Communiste de Grèce au parlement européen

*Communiqué du Parti Révolutionnaire Communistes : Agression impérialiste contre l'Iran

*Unité CGT : organisons la grève contre la guerre impérialiste

Luttes



Des moyens pour l'école, pas pour engraisser les marchands d'armes !

Luttes pour les salaires

Grève illimitée chez Concentrix à Montceau-les-mines

Anciennement Webhelp, les syndicats CGT, CFDT et FO dénoncent l'échec des négociations salariales et réclament une meilleure revalorisation. A l'origine du mouvement : une demande de revalorisation des salaires. Il est indiqué dans un communiqué qu'« après trois réunions de négociations annuelles obligatoires (NAO), le constat est clair : nos revendications ne sont pas entendues »... «Les résultats publiés montrent que l'entreprise continue de dégager des profits.»

UGC des Halles en grève pour les salaires et leurs conditions de travail

Les salariés du cinéma UGC Forum des Halles en grève pour leurs salaires et conditions de travail. Dans le plus grand cinéma d'Europe, les grévistes, souvent jeunes et à temps partiels, se sont eux-mêmes organisés afin de conduire leur mouvement. Le collectif de grévistes est soutenu par l'UD CGT de Paris et Union Syndicale CGT commerce. Des grévistes déterminés pour gagner!

Plusieurs débrayages chez Verescence (Abbeville) en pleine négociation salariale

Une partie des salariés du site abbevillois de Verescence s'est mise en grève le 27 février 2026. Les premières propositions des NAO (négociation annuelle obligatoire) ne leur donnant pas satisfaction.

Des pneus ont été brûlés devant l'usine Verescence d'Abbeville, dans la nuit du 26 au 27 février 2026. Ils ont été allumés par des salariés en grève. Des débrayages, de quelques heures, sont en effet opérés depuis le 25 février, au sein du site abbevillois.

Ces actions font suite à la dernière réunion NAO (négociation annuelle obligatoire) tenue ce jour-là. Selon la CGT, syndicat majoritaire, la direction a proposé 0,8 % d'augmentation générale et 0,5 % d'augmentation individuelle en faveur des ouvriers. La CGT, quant à elle, réclame 2 % en général et 0,3 % en individuel.

Verreries de l'Orne

« Chez les Verreries de l'Orne, les cadres ont eu + 1,3 % d'augmentation ; les salariés s'attendaient à une même proposition sur le site abbevillois. Tous les salariés font la richesse de Verescence. la proposition patronale a été de 0,8 % pour les ouvriers, juste l'inflation et 16 euros par mois pour un salaire moyen, c'est donc ressenti comme du mépris. Mathieu Dumini, secrétaire du CSE (CGT) indique : " il y a eu plein de contextes qui n'ont fait qu'envenimer les choses depuis 2025 ". Parmi lesquels, la suppression de la subrogation (maintien de salaire en cas d'arrêt maladie) depuis le 1^{er} janvier. " C'était un acquis depuis 22 ans ", rappelle Sonia Gustiaux, secrétaire adjointe du CSE (CGT). Ils réclament son retour. Mathieu Dumini pointe également " une dégradation des conditions de travail » et évoque la perte « de 24 personnes en un an : départs à la retraite, inaptitudes non remplacées . "

Après neuf jours de grève, le mouvement social prend fin à la Scapest, la centrale d'achat près de Châlons-en-Champagne

Selon France Bleu², Après neuf jours de grève pour réclamer des hausses de salaires, syndicats et direction sont parvenus à un accord le mardi 24 février pour la levée de la grève à la centrale d'achat des magasins Leclerc, à Saint-Martin-sur-le-Pré, près de Châlons-en-Champagne. D'après la CGT, la direction s'est engagée à ouvrir des discussions concernant la mutuelle des salariés puis sur les chèques vacances. En revanche, aucun accord n'a été trouvé quant aux revendications salariales portées par la CGT, réclamant une hausse de 4% des salaires.

ST Micro

Sans attendre le positionnement des syndicats 4 syndicats représentatifs (CGT, CFDT, CGC, UNSA) prévu le 17 février 2026, la direction a envoyé les accords validés par la CFE-CGC et l'UNSA. Pour les cadres : + 2% et 0,3% de budget promotion et 0,2% de budget politique RH. Pour les non-cadres :+ 2,1% de budget d'AI - 0,3% de budget promotion et 0,1% de budget politique RH.

Après consultation des salariés, dont 96% ont refusé le contenu de l'accord trop loin des revendications construites avec les salariés et en total déséquilibre avec ce qui est distribué aux actionnaires, La CGT a émis un avis défavorable à la signature.

Renault mobilisation pour les salaires

dans tout le Groupe Renault, les salariés se sont mobilisés le 19 Février afin de porter leurs revendications et défendre des augmentations générales de salaire de 400 €.

Les revendications :

- *13^e mois pour tout le personnel du groupe, une des seules entreprises du CAC 40 à ne pas en bénéficier
- *490 € brut, soit 400 € net pour toutes les catégories socioprofessionnelles
- *La réintégration de la pause payée
- *L'indexation de la prime de frais de transport
- *Un départ de la grille de la convention collective de la métallurgie à 2 000 €
- *L'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes
- *Une revalorisation des allocations semestrielles
- *Un budget spécifique pour corriger les situations des personnes ayant eu leur passage cadre
- *Une compensation financière liée à la perte de la prime d'équipe aux salariés travaillant en équipe normale à la demande de l'entreprise, avec l'introduction de la garantie accessoire ainsi que de la prime différentielle horaire dans le salaire de base, afin d'éviter l'invisibilité des AGS en déduction de la garantie accessoire.

Airbus : Des profits stratosphériques, des salaires en rase-motte !

La publication en février des résultats annuels 2025 d'Airbus confirme l'excellente santé économique et financière du groupe. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : l'augmentation massive de la production dans les avions commerciaux, les hélicoptères, l'espace et la défense propulse le chiffre d'affaires et les bénéfices à des sommets (73,4 Md€ et 7,1 Md€). Quant au carnet de commande, il n'a jamais été aussi élevé, offrant une visibilité sur l'avenir sans précédent au groupe. Pour la CGT, la solidité financière du groupe doit permettre de

sécuriser l'emploi, développer les compétences et investir massivement dans l'avenir, dans le groupe et dans l'ensemble de la filière. (Lire en PJ le communiqué de la CGT Airbus).

100 euros pour tous, les Cenexi relèvent la tête

Depuis maintenant plusieurs jours, les salariés de Cenexi, entreprise de l'industrie Pharmaceutique appartenant au groupe Gland Pharma, organisés par des camarades de la CGT et de FO, sont en grève reconductible. A l'indécence et au mépris du PDG qui proposait une augmentation de salaire de 20 euros brut, ils ont répondu par la seule arme qu'ils connaissent, la grève. Les grévistes depuis une semaine se regroupent sur un piquet de grève devant l'usine. Une production paralysée, des millions de produits jetés à la poubelle, une grève qui coûte cher au patron, bien plus que ce que représentent les augmentations revendiquées et qui encore une fois rappelle le rôle fondamental des travailleurs dans la production des richesses. Mais la détermination est toujours présente ce lundi. Au-delà du salaire, ce sont des conditions de travail dignes du Moyen-Age dénoncées la CGT et les salariés : 27 accidents de travail en 2025, 6 depuis le début d'année, et ils rajoutent avec colère qu'il aura fallu un an pour réparer les toilettes. Partout nous vivons la même réalité : ceux qui dirigent les entreprises deviennent de plus en plus riches, ils s'octroient dividendes et actions à ne plus savoir qu'en faire et nous, les travailleurs qui connaissons nos outils de production, créons les richesses, il faudrait accepter de vivre avec à peine plus du SMIC dans des conditions qui souvent nous conduisent à la retraite aux flambeaux. Les salariés de CENEXI ont raison de réclamer leur dû. Les patrons n'ont jamais été aussi riches, nous ne pouvons plus accepter de travailler pour un salaire insuffisant afin de vivre décemment

« C'est un ras-le-bol » : une grève met à l'arrêt une entreprise de transport des Côtes-d'Armor

Les camions de l'entreprise de transport Burlot, situé à Loudéac (Côtes-d'Armor), n'ont pas pris la route, lundi 2 mars. Une vingtaine de salariés, sur les 28 employés, s'est mise en grève contre la baisse du montant des jours de congés payés. La mesure a été annoncée par un courrier de la direction du groupe Eonnet, propriétaire de la société depuis 2023. « *Nous avons reçu cette lettre sans autre concertation* », raconte un porte-parole du mouvement. Le groupe Eonnet reprend des entreprises à vendre après un départ en retraite ou des difficultés, proposées par des chambres de commerce où la presse spécialisée. Aujourd'hui le groupe est une holding de quinze sociétés. Elles sont implantées dans toute la France avec plus de 800 collaborateurs.

Cent jours de grève et une victoire concernant les éducateurs de rue de Loire Atlantique

Les éducateurs de rue³ de Loire-Atlantique en grève à Nantes et à Saint Nazaire depuis le 19 novembre 2025 ont obtenu satisfaction sur plusieurs de leurs revendications. Il aura fallu cent jours de grève pour que leur employeur, l'ADPS (Agence Départementale de Prévention Spécialisée, autrement dit le département de Loire-Atlantique) recule sur plusieurs points.

Alors que des mesures compensatoires leur avaient été promises, en passant du statut associatif à celui de groupement d'intérêt public, les éducateurs de rue ne sont plus soumis à la même convention collective et se retrouvent perdants.

Ils dénoncent un écart de salaire de 600 euros brut en moins entre les éducateurs de rue et les éducateurs au sein du département, alors avec les mêmes diplômes et les compétences sont identiques aux autres travailleurs sociaux du Département Traitement particulièrement inégalitaire qui ne se justifie que par l'austérité du budget du département. Dans le cadre de la réforme de l'aménagement du temps de travail dans la fonction publique, annoncé en janvier 2026, l'ADPS a annoncé un passage aux 1607h et cinq semaines de congé, comme dans le privé, entraînant une perte de 4 semaines de congés sans aucune augmentation de salaire ni d'effectif.

L'ADPS de Loire-Atlantique fait travailler pas seulement dans la précarité mais avec son propre régime de mise au pas (sanctions abusives) et évolution des salaires non plus sur l'ancienneté mais au bon vouloir des chefs. L'ADPS veut ainsi revenir sur des congés spécifiques accordés du fait de la difficulté reconnue d'un métier qui s'exerce dehors, auprès de jeunes vulnérables pour qui les solutions d'éclaircie sont de plus en plus compliquées à trouver (du fait de l'appauvrissement des solutions de droit commun), dans des conditions de travail difficiles (horaires atypiques et irréguliers, sans possibilité de planification des horaires s'adaptant aux jeunes aux familles et aux quartiers d'intervention

Les syndicats CGT et Solidaires ont été intransigeants, la meilleure riposte reste la grève, dès le début l'intention de faire grève dans la durée était claire.

100 jours de grève ont permis de faire reculer l'ADPS sur :

- * son projet de suppression de quatre semaines de congés,
- * l'octroi de 6 à 5 jours de congés de sujétion
- * un nouveau tableau des salaires avec des agents payés à 90% de leurs homologues du département. Il faut aller plus loin à travail égal, salaire égal : l'ADPS s'est engagée à poursuivre les négociations, un employé à temps plein à l'ADPS doit être rémunéré à hauteur de son homologue travaillant à temps plein au département.

- * les droits syndicaux : local syndical puis des moyens sont octroyés aux organisations syndicales
 - * le droit accordé à chaque agent de choisir son temps de travail hebdomadaire (37, 39 ou 40 h par semaine)
- Une grève reconductible par des personnes déterminées à gagner sera toujours mille fois plus efficace que des journées éparses demandant poliment de renégocier la longueur de la chaîne avec les "partenaires sociaux". Les dirigeants ne comprennent que le rapport de force.

Grève chez Barbier en Haute Loire

Depuis le lundi 2 mars à 5h du matin, plusieurs ateliers du groupe Barbier à Monistrol/Ste Sigolène sont à l'arrêt. Plus de 150 salariés (ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise) du fabricant de textiles plastiques, soutenus par la CGT sont en grève pour augmenter les salaires.

Emploi

Fralsen (Besançon) : les offres de reprise prévoient des suppressions de postes

Trois offres de reprise pour l'entreprise Fralsen : Selon Nicolas Bodin⁴, deuxième vice-président de Grand Besançon Métropole en charge de l'Économie, parmi ces trois offres, l'une émane d'un investisseur, actionnaire de l'industriel précédent. Il propose en réalité une double possibilité permettant de conserver 23 ou 40 salariés sur les 63 actuellement employés.

Les deux autres émanent de deux industriels. L'une d'elles prévoit une réduction bien plus drastique des effectifs puisqu'elle propose de conserver seulement 6 salariés. Cette offre émane d'un grand groupe et concentre les inquiétudes des représentants du personnel. Selon Nicolas Bodin, une troisième offre prévoit la conservation de 23 salariés.

Manque de financements : les Jardins de cocagne ferment dans la Drôme, 20 personnes au chômage

C'est un symbole des difficultés que connaissent les chantiers d'insertion en France et en Drôme-Ardèche : les « Jardins de Cocagne » ferment ce mardi à Andancette (Drôme). Vingt personnes dont 13 en insertion professionnelle se retrouvent au chômage.*

Manifestation de soutien aux salariés de l'usine Depland à Saint-Junien (Haute-Vienne)

Une soixantaine de personnes s'est rassemblée au centre de Saint-Junien ce lundi, en soutien aux 15 salariés des Feutres Depland, dont l'usine doit fermer prochainement.

C'est la fin d'une entreprise qui devait fêter ses 125 ans cette année à Saint-Junien, en Haute-Vienne. L'usine Depland, ayant employé plusieurs centaines de salariés au plus fort de son activité, va bientôt fermer. 15 salariés vont se retrouver sur le carreau dans cette entreprise spécialisée dans la fabrication de feutres textile pour l'industrie du papier, des sortes de grands buvards pour assécher la pâte à papier.

Ziegler 1370 emplois en jeu dans toute la France

A la suite de la perte de gros contrats en juillet 2025, de nombreux sites sont quasiment à l'arrêt avec des salariés sans travail et depuis le début de l'année des sous-traitants de Ziegler indiquent ne plus être payés depuis de nombreux mois. Face à cette situation sociale et économique dégradée, l'entreprise a été placée en redressement par le tribunal de commerce de Lille et deux mandataires Adhoc ont été désignés. Ces difficultés sont également confirmées par le départ précipité de la PDG. Cette situation est symptomatique de la difficulté actuelle du secteur du transport routier de marchandises confronté au ralentissement de l'activité économique et de la désindustrialisation de la France. La CGT et de la CFDT ont mis en œuvre une expertise au sujet de la situation économique, financière et sociale de l'entreprise lors de la réunion extraordinaire du Comité Social et Economique Central du 4 février 2026. Elles ont également déposé un droit d'alerte pour danger grave et imminent (DGI) au regard de la situation et du contexte professionnel devenu profondément anxiogène faisant peser des risques psychosociaux sur le personnel. La situation du groupe Ziegler démontre que sans régulation du transport routier de marchandises avec la fixation, tant au niveau national qu'eupéen, d'une Tarification Sociale et Ecologique Obligatoire ce secteur sera confronté sans cesse à du dumping social dont les salariés du secteur ne sont que les variables d'ajustement.

Fibre excellence deux semaines d'arrêt, et après ?

L'usine Fibre Excellence de Tarascon (Bouches-du-Rhône) est à l'arrêt à partir de ce lundi 2 mars 2026, durant au minimum quinze jours. Aucun chômage technique des salariés n'est prévu pour le moment. Les syndicats ont été reçus à Bercy le 26 février annonçant un plan industriel de 150 millions d'euros pour aider l'entreprise. Mais la moitié de cette enveloppe, soit 75 millions d'euros, est conditionnée au même investissement de l'actionnaire indonésien de Fibre Excellence. "On ne sort pas rassuré, mais tout n'est pas fini, veut croire Laurent Quinto de l'intersyndicale (CGT, CFDT et Force ouvrière). C'est pour cela que l'on demande à l'actionnaire de se positionner. On espère que cela va se faire la semaine prochaine." Les syndicats ont annoncé une manifestation

le 6 mars à Toulouse devant la préfecture de région. Dans un communiqué, la FILPAC CGT met en garde contre la liquidation de 10.000 emplois dans le secteur⁵ : "Plus de 10.000 emplois pourraient être rayés de la carte dans les prochaines semaines. C'est ce qu'on peut craindre à l'issue de la 4^e rencontre avec le ministère de l'Industrie et de l'Économie. En cause : la santé financière de Fibre Excellence, fragilisée par des prix de l'énergie et du bois laissés à la merci d'un marché dérégulé, faute de courage politique pour encadrer des ressources pourtant stratégiques. Aujourd'hui, toute la filière papetière française est menacée."

Imprimerie Saint-Amandoise CPI Bussière, mobilisation en soutien aux employés visés par un plan de licenciement

Le mardi 25 février, Une centaine de personnes s'est mobilisée devant l'imprimerie CPI Bussière, à l'appel des représentants des salariés menacés par un plan de licenciement visant neuf personnes.

Les papeteries de Condat cédées au groupe SPB, 90 % des salariés perdent leur emploi

Les papeteries de Condat, en Dordogne, vont être cédées à SPB. L'entreprise SPB a annoncé qu'elle ne garderait que 21 salariés. Les papeteries de Condat, en Dordogne, vont être cédées à SPB, l'information est tombée ce lundi 2 mars. Philippe Delord, délégué CGT résume brutalement les choses: "210 familles vont se retrouver dans le besoin et sans travail".

Conditions de travail

Bus Tango en grève à Nîmes

La CGT dénonce des cadences infernales et une organisation mettant en danger le personnel, mécontente la clientèle. Grève reconductible à partir du 4 mars : "Les bus sont pleins. Il nous arrive de refuser la clientèle" "Au nom d'un levier de la compétitivité, Kéolis a mis en place de nouvelles rotations et nous demande de faire autant mais avec moins, proteste le délégué syndical CGT. On a enlevé 14 services tout en demandant la même qualité. Les conditions de travail se sont dégradées. Il nous arrive de refuser de la clientèle faute de place. Cela génère de la surcharge et des retards sur la ligne. Les cadences sont infernales la clientèle est mécontente. Il y a des heures où ce qui se passe est inadmissible." La CGT a prévu de rencontrer les candidats aux élections municipales et a également pris contact avec les associations de quartier.

Grève de coiffeuses à Paris

Une grève des coiffeuses du salon du 65, boulevard de Strasbourg (Paris 10^e) a commencé le mardi 3 mars . Leur but est de mettre fin aux conditions de surexploitation dont elles sont victimes, de faire respecter le droit du travail et de recevoir l'intégralité de leurs nombreux salaires non perçus. Elles sont venues en France de différents pays d'Afrique subsaharienne pour travailler, fuyant des situations personnelles ou politiques graves. Certaines d'entre elles ont été ou sont encore privées de titre de séjour. Leur employeur profite de cette vulnérabilité les faisant travailler dans des conditions et pour des salaires indignes, sans congés annuels et leur extorque des sommes importantes, exigeant d'elles le versement de 250 euros par mois tant qu'elles n'ont pas obtenu de titre de séjour.

La CGT réclame le maintien du site Orange de Saint Mauront à Marseille

Suite à des tirs dans la façade, après la mobilisation de la CFE-CGC , la direction d'Orange a décidé fin janvier de fermer le site de 1.200 salariés. Actuellement, 50 y travaillent et les autres sont en télétravail. la CGT met en avant son propre sondage qui aurait reçu 200 réponses fin février. "Comme par hasard, 60% veulent rester " souligne Olivier Neri, secrétaire général de la CGT Télécoms 13. "La fermeture est incompréhensible. Orange et ses salariés n'étaient pas visés par les tirs. Si Orange quitte un site dès qu'il y a de l'insécurité, toutes les grandes entreprises vont désertir les quartiers populaires. Les habitants nous le disent : "Vous partez et nous, on reste ! C'est pas entendable. C'est pas admissible."

Économie

Automobile : de l'électricité dans l'air

Selon le Financial Times, les révisions stratégiques opérées en 2025 dans l'industrie automobile ont généré au moins 65 milliards de dollars de pertes cumulées liées aux programmes électriques. Stellantis, Ford, Volkswagen, Volvo, Honda ou encore General Motors ont tous révisé leurs ambitions. Le ralentissement américain a servi de déclencheur, mais le phénomène dépasse largement ce seul marché. Une transition électrique lancée à marche forcée chez les constructeurs automobiles. Des sommes colossales touchant nombre de groupes, à l'image de Stellantis. La multinationale euro-américaine a annoncé 26 milliards de dollars de charges exceptionnelles liées à l'abandon de certains programmes électriques et à la réintroduction de motorisations thermiques ou hybrides sur plusieurs marchés. Ford de son côté a enregistré 19,5 milliards de dollars de dépréciations après avoir revu son projet de pick-up électrique. Volkswagen, Volvo, Polestar ou encore Honda ont également ajusté leurs

investissements. Des investissements engagés sur des hypothèses de croissance rapide et homogène du marché mondial afin de tirer du profit rapidement. Mais le ralentissement américain et l'administration Trump ayant pris en grippe l'électrique, en Europe les volumes progressent moins vite qu'espéré et les industriels revoient le calendrier de certains modèles. En Chine, à l'inverse, l'électrique continue de gagner des parts de marché à un rythme soutenu. L'écart se creuse donc entre les différentes régions du monde. Electrique accéléré en Chine, hybride renforcé en Amérique du Nord, ajustements progressifs en Europe. L'électrification reste un objectif stratégique de long terme pour la plupart des constructeurs. 65 milliards de dollars de perte montre le vrai décalage entre ce que l'industrie prépare, ce que les États à leur services décident et ce que les clients achètent réellement et leur pouvoir d'achat tiré vers le bas. Cela montre la responsabilité d'un système, le capitalisme et son incapacité à répondre aux besoins des travailleurs et des peuples.

Les tribulations du capital automobile : exemple de in-souveraineté industrielle ?

Ce que représente Stellantis. Le groupe automobile Stellantis est souvent présenté à tort comme « l'Airbus de l'automobile ». Certes, il s'agit du rapprochement de la marque française Peugeot (Citroën) et de l'italienne FIAT, mais le groupe italien est en réalité un groupe italo-américain embarquant Jeep (depuis 2010), Chrysler et Dodge (depuis 2011). Peugeot, de son côté, avait acheté en 2017 Opel (et sa filiale Vauxhall) à General Motors. Stellantis est donc présent en Amérique du Nord, en Europe et même en Chine par ses 20% de part dans le capital du constructeur d'automobiles électriques chinois Leapmotor dont il commercialisera les véhicules en Europe (accord en 2024). Pour autant, il possède aussi des usines presque partout dans le monde (Afrique du Nord, Amérique du Sud, Asie du Sud-Est).

Les principaux actionnaires sont la famille Agnelli (environ 16%), la famille Peugeot (environ 8%), Bpifrance (environ 7%) et un florilège de fonds de placement entre 1% et 3% comme BlackRock, Goldman Sachs, Vanguard, ce qui fait que la frange française du capital a moins de voix au chapitre que les italo-anglo-saxons. Le Président de Stellantis est le petit-fils de Gianni Agnelli et le directeur général est issu de Fiat (il a remplacé Tavares, remercié pour des résultats 2024 très « décevants »)

Enfin Stellantis est une entreprise enregistrée aux Pays-Bas pour des raisons fiscales qu'il est inutile de développer ici.

Le chiffre d'affaires du groupe s'élève à 154 milliards d'€ en 2025 (contre 189 milliards en 2024), plaçant dans le top 10 mondial, loin derrière Volkswagen et Toyota (plus proches de 300 milliards d'€, chiffres 2025 non encore publiés).

2025, encore une mauvaise année, mais pour qui, à la fin ?

Les résultats de 2025 du groupe automobile ne sont pas bons : les pertes seraient de 22 milliards d'€. Mais ce résultat est obtenu par une écriture comptable d'une perte évaluée à 25 milliards d'€, intitulée « reset stratégique ». Il s'agit en langage comptable de provisions, dépréciations d'actifs, bref de charges exceptionnelles liées aux choix industriels non pertinents des années antérieures.

L'action de Stellantis a chuté en Bourse depuis le début de l'année d'un bon tiers surtout après l'annonce dès le 6 février du fameux « reset stratégique ». Si « le marché » avait anticipé les mauvaises nouvelles, l'inquiétude est bien plus grande pour les travailleurs du groupe automobile. Le site de Poissy serait déjà condamné et plus généralement il semblerait que le principal marché porteur soit celui des Etats-Unis d'Amérique dans la catégorie des bons vieux moteurs thermiques. De fait, il semble bien que la stratégie précédente de porter l'effort sur le véhicule électrique n'est pas porté ses fruits.

Les représentants du groupe ont annoncé la volonté d'une maîtrise stricte des coûts, de quoi précisément inquiéter encore davantage les travailleurs du groupe. Déjà, des analystes supposent des décisions de transferts de production prises au détriment des sites historiques Peugeot-Citroën (pas forcément sur le seul périmètre du territoire français), dans la mesure où les administrateurs français, si tant est qu'ils s'y opposent, auraient moins de poids. Par ailleurs, Tavares, le responsable présumé des erreurs stratégiques, ayant conduit à des résultats médiocres d'un point de vue financier, était issu de Peugeot...

Force est de constater que désormais, le destin de l'industrie automobile en France se décide hors de tout contrôle national et après la quasi-désertion de Renault, le destin des travailleurs de Peugeot se décidera entre Turin et New-York.

Dans la continuité de la mobilisation du 4 décembre dernier à Poissy, la FTM-CGT, L'Union Départementale CGT des Yvelines, les structures locales CGT organisent un **meeting le 10 mars** avec la participation de politiques locaux, de Stéphane FLEGEAU, Secrétaire Général de la FTM, de Matthieu BOLLE-REDDA pour l'UD 78 et de Jonathan DOS SANTOS pour le syndicat CGT Stellantis de Poissy.

Ce meeting s'inscrit dans une campagne de lutte et d'autres actions sont à venir.

Intelligence artificielle et emploi

Block, entreprise américaine fournit des applications de paiement en ligne (Cash app, Square), et vient d'annoncer la suppression de 4.000 emplois (40% des effectifs). L'entreprise n'est apparemment pas en difficulté

mais son dirigeant (ancien patron de twitter) a déclaré vouloir remplacer tous ces postes par de l'intelligence artificielle. Cette nouvelle va dans le sens des analystes qui prédisent un effondrement du marché du travail à cause de l'IA. A voir néanmoins si cet objectif est vraiment atteignable ou bien si ce n'est qu'un effet d'annonce pour faire plaisir aux actionnaires (plus 20 % sur l'action après l'annonce) qui débouchera sur une restructuration plus classique.

International et solidarité internationaliste

A propos de la visite Modi en Israël : le point de vue du PCI (M)

Le Parti Communiste Indien (Marxiste) s'oppose fermement à la visite du Premier ministre Narendra Modi en Israël. Cette visite intervient alors qu'Israël mène une guerre génocidaire à Gaza. Malgré un cessez-le-feu, Israël commet quotidiennement des violations et effectue des frappes tuant des dizaines de Palestiniens. En Cisjordanie occupée, les attaques contre les Palestiniens se multiplient et les colonies illégales prolifèrent. La visite de Modi constitue donc une trahison de la cause palestinienne et légitime le régime meurtrier de Netanyahu. L'objectif déclaré de cette visite est également d'approfondir les liens stratégiques, militaires et économiques avec un régime expansionniste sioniste qui cherche à dominer la région avec l'aide des États-Unis. Cette visite est d'autant plus inopportune qu'elle a lieu au moment où les États-Unis se préparent à attaquer militairement l'Iran⁶ à l'instigation d'Israël. Par cette visite, le gouvernement du BJP a une fois de plus révélé son engagement sans scrupules envers l'axe américano-israélien au Moyen-Orient.

La jeunesse Communiste de Grèce (KNE) avec Cuba

Au cours de cette manifestation, Kostas Tsechilidis, membre du Conseil central du KNE, s'est adressé à la foule lors du rassemblement, soulignant que l'agression impérialiste américaine contre Cuba s'intensifie dangereusement. « Avec une audace et un cynisme effrontés, les bourreaux des peuples intensifient leurs menaces contre Cuba. Mais ils n'y parviendront pas ! L'expérience et l'héritage historique montrent que lorsque les peuples s'appuient sur leur propre force et leur solidarité internationaliste, ils peuvent triompher, et qu'aucune configuration de forces, aussi défavorable soit-elle en apparence, n'est insurmontable. Pendant des décennies, d'innombrables tentatives ont été menées afin de saboter les infrastructures critiques, perpétrer des assassinats et organiser des actions provocatrices – comme celles de juillet 2021 – exploitant les pénuries créées par leurs propres politiques, notamment l'« embargo » inacceptable. Pourtant, le peuple cubain, avec le soutien indéfectible du Parti communiste, a fait face à tout cela, et en vain », a-t-il notamment souligné. Il a appelé les jeunes et les habitants de la ville à intensifier leur lutte et à exprimer leur solidarité avec l'Île de la Révolution en exigeant la fin des menaces et du blocus barbare, la levée de toutes les mesures contre Cuba et son retrait de la liste méprisable des « États soutenant le terrorisme ».

Questions des élus du Parti Communiste de Grèce (KKE) au parlement européen

Les députés européens du KKE ont posé les questions suivantes :

« – *Quelle est la position de la vice-présidente de la Commission européenne et haute représentante pour les affaires étrangères, Mme K. Kallas, concernant l'opération inhumaine d'étranglement économique imposée à Cuba par les États-Unis, ainsi que la possibilité d'une intervention militaire américaine contre un État souverain ? – Quelle est sa position concernant la demande des peuples de condamner et de mettre fin au blocus économique barbare imposé par les États-Unis à Cuba, de permettre au pays de se procurer sans entrave du carburant et toutes les fournitures nécessaires, des denrées alimentaires, des médicaments et autres biens essentiels répondant aux besoins du peuple cubain, et de retirer Cuba de la liste inacceptable des « États soutenant le terrorisme » ? »*

Communiqué du Parti Révolutionnaire Communistes : Aggression impérialiste contre l'Iran

[Le Parti Révolutionnaire Communistes a publié un communiqué](#) condamnant l'agression impérialiste contre l'Iran. Vous pouvez le consulter sur notre site⁷. L'ensemble des réactions des partis communistes peut être consulté sur le site de Solidnet⁸.

Unité CGT : organisons la grève contre la guerre impérialiste⁹

"Le capitalisme nous conduit non seulement à la misère mais aussi à un Holocauste mondial. La guerre impérialiste et sioniste contre l'Iran doit être combattue. Nous sommes, plus que jamais, aux côtés du peuple et des travailleurs et travailleuses d'Iran et de leurs organisations progressistes et révolutionnaires.

Washington a organisé le plus gros déploiement de forces américaines depuis l'invasion impérialiste de l'Irak en 2003 : plus de 50 000 soldats, 200 avions, 2 porte-avions ont été déployés au cours des derniers mois et semaines et s'ajoutent aux bases militaires américaines assiégeant l'Iran."

"Six mois après la « guerre des 12 jours », le régime sioniste de Tel Aviv et les Etats-Unis ont engagé une guerre impérialiste totale contre l'Iran qui se transforme en guerre régionale, voire mondiale. La France a annoncé se joindre à l'intervention impérialiste contre l'Iran. Ce choix politique criminel et illégitime est un pas de plus vers la grande guerre générale impérialiste."

1 <https://cloud.cgt.fr/index.php/s/Wzofb577ckBYgt4?dir=/&editing=false&openfile=true>

2 <https://www.francebleu.fr/grand-est/marne-51/saint-martin-sur-le-pre/apres-neuf-jours-de-greve-le-mouvement-social-prend-fin-a-la-scapest-la-centrale-d-achat-pres-de-chalons-en-champagne-3024406>

3 Les éducateurs de rue interviennent auprès des jeunes de 11 à 25 ans dans les quartiers prioritaires pour les accompagner pour une insertion scolaire, professionnelle, sociale ou judiciaire

4 <https://www.francebleu.fr/bourgogne-franche-comte/doubs-25/besancon/fralsen-les-deux-offres-de-reprise-prevoient-des-suppressions-de-postes-4024153>

5 <https://www.filpac-cgt.fr/le-6-mars-a-toulouse-tous-en-lutte-pour-eviter-une-catastrophe-industrielle-majeure/>

6 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/proche-et-moyen-orient/3827-communique-du-parti-revolutionnaire-communistes-agression-imperialiste-contre-liran>

7 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/proche-et-moyen-orient/3827-communique-du-parti-revolutionnaire-communistes-agression-imperialiste-contre-liran>

8 <https://www.solidnet.org/article/Statements-of-Communist-Workers-Parties-on-the-US-Israel-attack-against-Iran/>

9 <https://unitecgt.fr/bne-guerre-n15/>

© Copyright

Débat National sur :

**" Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société"
samedi 21 mars 2026 à 14h00 au Maltais Rouge à Paris. 40 Rue de Malte, 75011 Paris,
métro République ou Oberkampf)**

La Brochure préparatoire au débat est disponible sur commande et auprès des militants Communistes

Bon de commande à retourner à :

Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mail

Pour nous aider à diffuser notre brochure et le résumé ecosoc, vous pouvez faire un don en adressant un chèque libellé à l'ordre du : Parti Révolutionnaire Communistes à l'adresse ; Parti révolutionnaire Communistes, 24 boulevard Saint Martin 75003 Paris

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à : Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

Devenez correspondant du résumé Ecosoc.

Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service